

SYNTHESE DU WEB EVENT DE L'UDES

2 février 2021



2 FÉVRIER 2021
Face à l'incertitude
**LE CHOIX
SOCIAL &
SOLIDAIRE**

**WEB
EVENT**

ÉVÉNEMENT
100 % DIGITAL
- RETRANSMIS EN LIVE -

UDES
UNION DES EMPLOYEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

#WebEventUDES

L'UDES a organisé, le 2 février 2021, son Web Event à la Cité des Sciences et de l'Industrie à Paris. Cette matinée 100 % digitale sur le thème « Face à l'incertitude, le choix social et solidaire » était animée par Thierry Guerrier et a réuni en live 400 participants à distance.

En ouverture des échanges, le Président de l'UDES, Hugues Vidor, a rappelé, en cette période de crise, l'importance de maintenir un lien de confiance entre les acteurs de l'ESS et leur écosystème.

Après la présentation du programme ambitieux de la matinée avec la présence de deux ministres, il en a souligné les grands enjeux : « faire réseau » entre les acteurs de l'ESS,

préciser la situation de notre société, d'apporter des réponses aux employeurs de l'ESS et de trouver des solutions pour se projeter dans l'avenir.



COVID OU PAS : IL ETAIT UNE FOIS UN BIG BANG

Jean Viard, sociologue et directeur de recherche CNRS au CEVIPOF, a ensuite partagé sa vision sur ce « nouveau monde » que la crise a engendré : quelle situation « anté-crise » ? Quelles tendances, négatives comme positives, a-t-elle accentuées ? Quel type de société est en train d'émerger ?



Le sociologue a tenté de répondre à ces questions en évoquant tout d'abord le « rite initiatique » de transformation du monde et des individus. La COVID-19 est arrivée au moment où les sociétés étaient en pleine mutations et vivaient une révolution industrielle, facteur de rupture entre l'Homme et son écosystème.

« Ce qu'il faut c'est voir la période d'après »

Selon lui, le développement exponentiel du numérique aura, et a déjà, des conséquences sur le maintien du lien social « Le numérique va

dominer, comment on le freine ? [...] Il va falloir se battre pour maintenir le lien physique ». Le sociologue souligne également la nécessité de donner du dynamisme aux territoires non métropolitains. Les populations l'ont compris. Nous allons assister à une reconquête des territoires et un exode urbain vers des espaces plus abordables, plus aérés, laissant de côté la densité. La question qui se pose aujourd'hui est « comment créer une société plus agréable pour les populations ? ».

La crise doit effectivement être perçue comme une opportunité pour les territoires qui sont « la richesse du monde de demain ». Selon Jean Viard, une nouvelle lecture sociale et spatiale se dessine autour de trois axes : le monde de l'entreprise qui va lutter contre une fin de mondialisation hégémonique, la distance de la pratique du travail dans le domaine du « care » et du soin, et la démocratisation des pratiques du travail, avec notamment le développement du télétravail et le deuxième bureau.

Il termine son propos par un autre constat « le monde écologique est le monde de demain ». Une véritable révolution culturelle émerge. L'Homme a développé des nouvelles valeurs par rapport à son entourage, son emploi, son engagement et son impact écologique.



[Visionner l'intervention de Jean Viard \(25 minutes\)](#)

FRANCE RELANCE ET ESS : DES EMPLOYEURS AU CŒUR DE LA RELANCE DE L'EMPLOI, ACTEURS DE COHESION SOCIALE DANS LES TERRITOIRES

Lors de ce temps d'échanges Gilles de Margerie, Commissaire général à France Stratégie, Laurent Berger, Secrétaire général de la CFDT, Hugues Vidor, Président de l'UDES ont débattu sur les impacts et les enjeux économiques mais également en matière d'emploi de cette crise. La Ministre chargée de l'Insertion Brigitte KLINKERT a également pris la parole à cette occasion en clôture de cette séquence.

Point de situation et perspectives 2021

Gilles de Margerie, a fait le point sur la situation économique et de l'emploi en 2020. Il a notamment souligné que « L'emploi et le chômage baissent. Beaucoup de personnes se sont retirées du marché du travail. La population active a fluctué de plus d'un million de personnes d'un trimestre à l'autre (...) Ce sont des phénomènes rarissimes ». Il a également rappelé que les secteurs économiques qui se portaient bien avant la crise ont été parmi les plus touchés, notamment le tourisme, l'aéronautique, l'automobile, l'animation socioculturelle, l'hôtellerie, la restauration, ... Afin de faire face à l'urgence, dès le début de la crise, l'accent a été mis sur la formation et l'accompagnement des jeunes.

Laurent Berger a ensuite pris la parole en soulignant que « La crise a bouleversé nos certitudes » ; certitudes dans le monde du

travail mais aussi dans les formes de fonctionnement du système de protection sociale français. « La crise nous rappelle que ce qui fait la grandeur des sociétés, c'est d'accompagner les personnes en difficulté ». Cette crise a mis en lumière de nombreuses inégalités qui ont poussé à une réflexion de fond afin de repenser et faire émerger une nouvelle forme de société.



Hugues Vidor est ensuite revenu sur les difficultés rencontrées par les entreprises et les employeurs de l'ESS en rappelant que tous les secteurs de l'économie sociale avaient été touchés. En juin 2020, « 33% des associations ne savaient pas si elles allaient pouvoir subsister en 2020 ». Le président de l'UDES a insisté sur le fait que la priorité était de maintenir l'emploi et les structures notamment autour de la dimension du « care ».

Hugues Vidor a salué l'implication des pouvoirs publics, des syndicats d'employeurs et de salariés tout au long de cette pandémie. Des

initiatives innovantes et solidaires ont émergé (accompagnement de personnes isolées, développement de la culture, ...), autrement dit, de nouvelles formes de solidarités pour « faire société ».



Néanmoins, des difficultés persistent notamment dans l'application des politiques publiques dans les territoires (par exemple la « Prime COVID »), la gestion des personnes fragiles et des plus précaires (manque de reconnaissance), l'arrivée des jeunes sur le marché du travail.

Les solutions de sortie de crise

Pour Laurent Berger, la période la plus compliquée est encore à venir. Les entreprises vont devoir faire face à des difficultés lorsque qu'elles ne bénéficieront plus des aides de l'État. La question sera alors de savoir ce que nous souhaitons pour le monde d'après. Voulons-nous construire un « nouveau monde » ou revenir à « ce qu'il s'est fait avant » ? Selon lui, il faut « se préparer aux politiques de demain et le faire dès maintenant ». Il est nécessaire de créer un dialogue afin de repenser les politiques de logement, de transports, de travail mais aussi de donner aux différents acteurs économiques la capacité d'agir.

Gilles de Margerie a souligné que les dispositifs d'aides aux entreprises mis en place par l'État avaient été constamment adaptés pour faire face à la crise. Cette pandémie a également permis une prise de conscience des nouveaux enjeux sociaux et environnementaux. Néanmoins, le plan de relance manque d'un « plan de soutien d'urgence » pour les plus précaires.



[Visionner le concept d' « ESSisation » de Aésio Mutuelle](#)

Le rôle de l'ESS dans la sortie de crise

Selon Laurent Berger, l'ESS a un rôle important à jouer dans le « Pacte pour le Pouvoir de Vivre ». Les fondamentaux de ce secteur permettent une juste répartition des richesses, du pouvoir et de la gouvernance. La transparence et l'équité sont des critères de plus en plus recherchés dans le monde du travail. Pour Gilles de Margerie, l'ancrage territorial des activités et métiers de l'ESS assure la pérennité des emplois et des entreprises. Les valeurs de l'ESS sont source d'espoir pour les jeunes, qui aspirent à une quête de sens dans leurs futures missions. Hugues Vidor a ainsi rappelé que « L'ESS représente une réponse concrète aux aspirations des jeunes qui sont l'avenir de la société ».

Focus sur l'insertion et l'inclusion

En conclusion de ce temps d'échanges, Brigitte Klinkert a rappelé le caractère inédit de la crise actuelle et les difficultés traversées, notamment par les plus fragiles. Elle a ainsi présenté les dispositifs de soutien et d'accompagnement spécifiques mis en place par le Gouvernement :



- « **Plan de relance de l'inclusion** » : 320 millions d'euros débloqués pour sauver les 5 000 structures de l'inclusion. La ministre a annoncé, dans les prochains mois, la création de 25 000 nouveaux emplois dans le domaine de l'insertion. Son objectif « personnel et ambitieux », d'ici la fin de l'année 2021, est de créer 60 000 emplois dans le domaine de l'insertion ;
- « **Relance la plus inclusive possible** » : Inviter les acteurs de l'insertion à se développer en investissant dans les secteurs porteurs afin de préparer l'avenir du pays ;
- « **Service public de l'insertion et de l'emploi après expérimentation** » : Soutenir et mettre en place une coopération entre les acteurs sur les territoires pour éviter aux personnes les plus éloignées de l'emploi de retrouver une activité. Elle tient à l'accompagnement personnalisé des individus, notamment via des référents.

La ministre a également rappelé les dispositifs mis en place pour les 800 000 jeunes qui arrivaient sur le marché du travail à la rentrée 2020 avec :

- **Le « Plan #1jeune1solution »** : 7 milliards d'euros pour permettre une reprise d'étude, un accès à l'alternance et à la formation professionnelle, ... Ce sont, à date, 1 million de jeunes qui ont été embauchés en CDI ou CDD de plus de 3 mois.
- **La Garantie jeune universelle** permet aux jeunes de ne pas renoncer au parcours de l'emploi via un accompagnement financier.

La ministre s'est directement adressé aux employeurs des structures de l'ESS afin de les encourager à construire une relance créatrice d'emplois et les inciter à entreprendre et à participer au service public de l'insertion de l'emploi en tant que « bâtisseur de solutions sociales ».



[Visionner le temps d'échange sur la question économique et de l'emploi \(1h15 min\)](#)

A l'occasion de la deuxième partie de cette séquence, Renaud Muselier, Président des Régions de France, Marie-Louise Kuntz, Vice-Présidente du Département de la Moselle en charge de l'ESS, Jérôme Volle, Vice-Président de la FNSEA et Manuella Pinto, Administratrice de l'UDES en charge du développement territorial, ont évoqué les implications en matière de cohésion sociale et territoriale

Regard croisé entre Régions de France et l'Association des Départements de France

Renaud Muselier a tout d'abord souligné son attachement à l'ESS « Au niveau national comme au niveau régional, nous devons travailler à une lisibilité économique pour l'ESS, une économie redoutablement efficace mais aussi particulièrement fragile et qui nécessite une attention particulière ». Il est également revenu sur les lourdes conséquences de la crise en Région Sud, dont il assure la présidence. Il a rappelé les dispositifs mis en place pour soutenir les entreprises sur le territoire et la forte mobilisation des acteurs régionaux.



Au niveau départemental, Marie-Louise Kuntz a souligné l'importance d'une « réorganisation territoriale » et le besoin de collaborer ensemble Etat / Région / Département. Selon elle, l'Etat doit faire confiance aux acteurs régionaux pour mettre en place des initiatives socialement impactantes. Elle a insisté sur la nécessité d'accompagner les plus fragiles en cette période de crise et a rappelé les travaux réalisés par le département de la Moselle, dont elle est la vice-présidente, notamment pour les bénéficiaires du RSA.

Regard croisé entre Jérôme Volle et Manuella Pinto

Jérôme Volle a souligné le rôle majeur joué par les entreprises dans la gestion de cette crise sanitaire et leur capacité d'adaptation. Très rapidement, les employeurs ont pris leur responsabilité et ont mis en place des protocoles sanitaires. L'après-crise se construira progressivement et avec la mobilisation de tous les acteurs dont ceux du monde agricole. Les modes de production et de consommation doivent être modérés pour assurer une agriculture durable et solidaire (circuits courts, économie circulaire, ...).



Manuella Pinto est revenue sur les initiatives de certaines entreprises de l'ESS qui ont été en première ligne pendant la crise, notamment les équipes de la Saprena, entreprise adaptée en Loire Atlantique, qui ont bouleversé leur mode de production pour produire du gel hydro alcoolique. Elle est également revenue sur les problématiques du secteur de l'aide à domicile et notamment les problèmes en approvisionnement d'équipements individuels de protection. Malgré des besoins importants, le secteur peine à recruter. En cause notamment, un manque d'attractivité des métiers et des salaires bas. Pour Manuella Pinto, une révolution culturelle et organisationnelle dans le monde de travail est indispensable.

Une reconnaissance de l'ESS par les collectivités

Manuella Pinto a par ailleurs souligné que l'UDES appelait à « un nouvel acte de décentralisation » afin que les collectivités territoriales puissent accompagner le développement de l'ESS en garantissant le financement des politiques sociales par la

puissance publique sur l'ensemble des territoires avec une égalité de traitement.



En réaction, Renaud Muselier a réaffirmé le soutien de Régions de France aux structures de l'ESS dans la crise actuelle. Il a souligné qu'à l'échelle nationale comme régionale « nous devons travailler à une lisibilité économique pour l'ESS, une économie redoutablement efficace mais aussi particulièrement fragile et qui nécessite une attention particulière ».

Territoires et ESS : complémentarités et synergies

En première ligne pendant la crise, les entreprises de l'ESS ont su démontrer leur capacité d'adaptation et d'innovation sur l'ensemble du territoire. Les intervenants soulignent néanmoins le manque d'accompagnement et le besoin d'aide indispensable dans les régions.

La crise liée à la Covid-19 a des incidences locales et régionales très hétérogènes et présente une forte dimension territoriale, ce qui a des conséquences significatives pour la gestion de crise et l'action des pouvoirs publics.



[Visionner le temps d'échange sur la question de la cohésion sociale dans les territoires \(1h05 min\)](#)

REGARD CROISE AVEC L'E-GENERATION SOCIALE ET ECOLOGIQUE

Ce temps d'échange a permis à trois jeunes entrepreneurs, Paul Duan, Fondateur et Président de Bayes Impact, Marco Della Corte, Cofondateur des Scop Le Court-Circuit, Le Bieristan et de la Scic Le Grenade, et Sabrina Marquis, fondatrice de la BoutiK Collaborative KSK d'interpeller Olivia Grégoire, la secrétaire d'Etat à l'économie sociale solidaire et responsable sur les enjeux auxquels il doivent faire face et leurs besoins en cette période de crise.

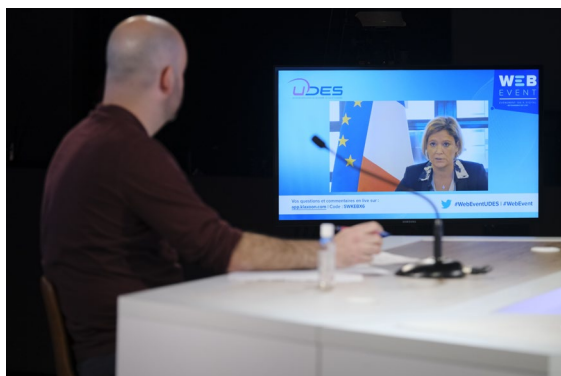


« Il nous faut mener deux fronts : l'urgence et la relance » C'est par ces mots qu'Olivia Grégoire a débuté son intervention. Elle a ensuite rappelé que le plan de relance prévoyait 1,3 milliard d'euros destinés à l'économie sociale et solidaire sur deux grands canaux : les capacités de financement et la création de l'emploi durable.

Elle a ensuite valorisé les aides économiques mises en place par Bercy à destination des entreprises de l'ESS :

- Financement via les prêts BPI, investissement en quasi fonds propres via la Caisse des Dépôts, ...
- Augmentation du dispositif local d'accompagnement à hauteur de 3 millions d'euros pour mieux répondre aux appels à projet
- Urgenc'ESS : un fonds de 30 Millions d'euros pour les petites entreprises de l'ESS

Retrouvez toutes les aides pour les acteurs de l'ESS [ici](#)



Dans les prochaines semaines, le secrétariat d'Etat à l'ESSR diffusera un mode d'emploi à destination des acteurs de l'ESS afin qu'ils puissent renforcer leurs ressources et activer les parcours emploi compétences (PEC).

Enfin, Olivia Grégoire a insisté sur le fait que l'ESS était une économie qui se développait dans les territoires. « Il est important qu'en matière d'organisation territoriale, on soit plus efficace ». Elle plaide notamment pour que les pôles territoriaux de coopération économiques (PTCE) soient réactivés car selon elle « c'est la méthode la plus agile et la plus adaptée pour répondre aux besoin des territoires ».

Thierry Guerrier a ensuite donné la parole aux trois jeunes entrepreneurs invités à cette occasion.

Sabrina Marquis a présenté son association, Kilo Store Kids, qui s'inscrit dans l'économie circulaire, ses principales activités et les actions environnementales qu'elle mène afin de sensibiliser aux impacts de la fabrication du textile. Elle rejoint Olivia Grégoire lorsqu'elle évoque le fait que « l'ESS est une économie de territoires » et revendique un besoin de soutien des politiques publiques avec l'impulsion d'engager une profonde mutation des territoires autour de l'ESS.

Marco Della Corte à la tête de plusieurs coopératives dans le secteur de l'épicerie/restauration est revenu sur les raisons qui l'ont poussé à développer ses différentes structures. Perte de sens au travail, quels impacts pour quelles finalités, mode d'organisation et de gouvernance, réchauffement climatique... Développé une activité dans l'ESS lui a semblé une évidence. Afin de participer à la transformation économique et écologique de la société, il a co-fondé trois structures, sous la forme de SCOP et SCIC. Selon lui, « ces modèles créent de l'utilité sociale notamment grâce à une organisation démocratique ».



Enfin, l'entrepreneurs social Paul Duan, a rejoint les propos de Marco Della Corte sur la question de la quête de sens. En effet, il a fondé la structure « Bayes Impact » sur ce même principe : donner du sens à la technologie. Il remarque qu'aujourd'hui, les initiatives citoyennes sont nombreuses mais elles peinent

à être mise en application par les pouvoirs publics. Il relève également le fait que des aides et des dispositifs existent mais que « nous pourrions aller plus loin entre société civile et Etat ».



En réponse à ces trois témoignages, Olivia Grégoire a tout d'abord rappelé les aides existantes à destination des structures de l'ESS. Elle a ainsi évoqué les contrats de relance et de transition écologique (CRTE) – qui ont vocation à accompagner la création et/ou le renforcement de projets territoriaux compatibles

avec les besoins de cohésion des territoires et de transition écologique – et la Loi PACTE qui vise à lever les obstacles à la croissance des entreprises, à toutes les étapes de leur développement en passant par le financement.

Elle a démontré son intérêt pour les modèles SCIC et CAE (Coopérative d'activité et d'emploi) « je pense sincèrement que ce sont des modèles d'avenir ». Elle continue de porter des propositions pour faire en sorte que ces modèles soient éligibles à l'ensemble des aides de l'Etat au même titre que les structures « classiques ».

Enfin, elle rejoint Paul Duan sur le fait de créer une collaboration plus importante entre les pouvoirs publics et les acteurs de l'ESS autour du « principe d'impact ». Elle a notamment mis en place les contrats à impacts qui reposent sur un partenariat entre le public et le privé destiné à favoriser l'émergence de projets sociaux et environnementaux innovants.



[Visionner le regard croisé entre Olivia Grégoire et l'e-génération sociale et écologique » \(50 minutes\)](#)

CONCLUSION DE LA MATINÉE

Le Président de l'UDES a conclu cette riche matinée d'échanges et de débat par un constat « La promesse engagée par l'économie sociale peut recueillir l'assentiment des jeunes générations ».



L'innovation, l'agilité, la résistance, la création, le numérique, ... Toutes ces caractéristiques démontrent que les structures de l'ESS peuvent répondre aux évolutions sociales et sociétales.

Selon Hugues Vidor, les travaux engagés avec le Cabinet d'Olivia Grégoire démontrent que «

c'est un partenariat essentiel pour faire avancer la cause de l'économie sociale et ses employeurs ».

Il a remercié l'ensemble des parties prenantes de cette matinée et notamment Brigitte Klinkert qui a fait l'honneur de sa présence pour évoquer les réponses du ministère du travail sur la sortie de crise.

Enfin, Hugues Vidor a annoncé que l'Union poursuivait ses actions en rencontrant le jeudi 4 février à Matignon le Premier ministre, Jean Castex et la ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, Elisabeth Borne afin d'échanger sur la situation des entreprises de l'ESS dans la crise, de faire le point sur leurs besoins spécifiques, mais également, d'évoquer les prochaines réformes qui seront (ré)inscrites à l'agenda social, notamment la question de la santé au travail. [Retour sur les échanges.](#)



[Visionner la clôture de la matinée par Hugues Vidor \(10 minutes\)](#)

MATINEE ORGANISEE AVEC LE SOUTIEN DE



UDES – Union des employeurs de l'économie social et solidaire

7, rue Biscornet 75012 Paris

01 43 41 71 72 – udes@udes.fr

www.udes.fr – Twitter : @UDESnationale – LinkedIn : @UDES